

T

ENDANCES

LOGEMENT

Le 11 janvier 2000, Volume 5, numéro 1

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Les mises en chantier terminent l'année en force, bien au-dessus de la barre des 150 000

Les mises en chantier étaient très légèrement en hausse en décembre (0,3 %), atteignant le taux désaisonnalisé de 155 400 logements par rapport au niveau révisé de 155 000 en novembre.

Dans les régions urbaines, les maisons individuelles étaient en hausse de 8,4 % à 80 000 logements, tandis que les logements collectifs baissaient de 9,6 % à 54 700 logements.

Le haut niveau d'activité de

décembre vient consolider la solide performance de novembre, permettant ainsi d'anticiper que la vitesse de croisière des mises en chantier se maintiendra au-dessus de la barre des 150 000 unités en 2000.

Les perspectives économiques favorables et surtout le resserrement de plusieurs créneaux de marché à l'échelle locale militent pour une production accrue de logement cette année.

Suite en page 2...

Dans ce numéro :

Prévisions 2000-2001. --- 2

Le resserrement du marché locatif est inévitable. ----- 3

Le marché locatif ne recueille plus que 8 % des mises en chantier. ----- 3

Prix des matériaux et coûts de construction en hausse. ----- 4

Rentabilité des travaux de rénovation. ----- 5

La demande pour les résidences pour aînés en Ontario. ----- 5

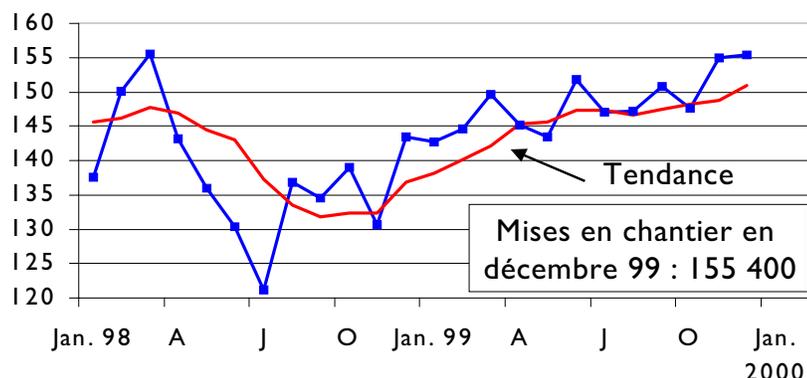
Les taux hypothécaires perdent leur prédominance. ----- 6

Taux hypothécaires fixes à 30 ans aux É-U. ----- 6

Tableaux. ----- 7

Mises en chantier au Canada toutes régions, *DDA

En milliers de logements



Source : Tendances logement SCHL

*Données désaisonnalisées annualisées



AU COEUR DE L'HABITATION
Canada

Mises en chantier - Suite de la page 1

Au plan régional, les Prairies (2.5 %) affichait la plus forte croissance des mises en chantier le mois dernier. Celles-ci totalisaient 24 800 logements. Ailleurs, les mises en chantier étaient en hausse en Ontario (2.4 % à 68 600) et au Québec (1,5 % à 20 100). Ces gains n'ont cependant pu compenser entièrement les reculs enregistrés dans les quatre provinces de l'Atlantique (21% à 5 300) et en Colombie-Britannique (4.2 % à 15 900).

À l'échelle métropolitaine, les mises en chantier ont atteint le taux annuel désaisonnalisé de 34 200 à Toronto, de 13 300 à Montréal et de 12 100 à Vancouver.

Selon les données préliminaires pour l'ensemble de 1999, le volume de mises en chantier en milieu urbain au Canada fut supérieur de 9 % à celui de 1998, atteignant 127 098 unités. Toutes les provinces affichaient une croissance à l'exception de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de Terre-Neuve. ■

Nos collaborateurs : Philippe Le Goff, Roger Lewis, Ali Manouchehri, Jean Bosco Sabuhoro et Ken Lyons.

Renseignements :

Philippe Le Goff au 1-613-748-2933
ou plegoff@cmhc-schl.gc.ca

Abonnements: 1-613-748-2006 ou

<http://www.cmhc-schl.gc.ca>

@Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2000.

Tous droits réservés. L'abonné est autorisé par la Société canadienne d'hypothèques et de logement à se faire une copie électronique et une copie imprimée du présent document, à la condition toutefois que ce soit pour son usage personnel seulement. Il est donc interdit de reproduire, de modifier ou de redistribuer une partie quelconque de cette publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, à d'autres fins que celle qui est susmentionnée (notamment à des fins commerciales), sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite de la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

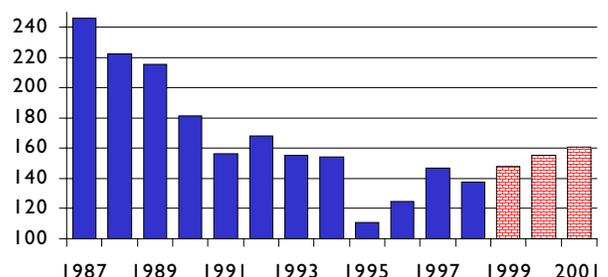
En primeur : prévisions 2000 et 2001

La croissance économique nord-américaine ne cesse de surprendre. Aussi, l'expansion des marchés de l'habitation se poursuivra en 2000 et en 2001. Un revirement est attendu en Colombie-Britannique.

- La conjoncture économique mondiale favorable, la forte création d'emploi au Canada et notamment les gains réalisés au chapitre des emplois à temps plein nous incitent à réviser à la hausse nos prévisions. Ainsi, les mises en chantier au Canada devraient atteindre 155 100 unités cette année et 160 700 en 2001.
- La croissance des logements collectifs sera plus forte que celle des logements individuels. Les maisons en rangée et jumelées afficheront le plus fort dynamisme cette année, alors que les appartements prendront la relève l'an prochain.
- Dans la même ordre d'idées, les ventes de maisons existantes surpasseront le niveau record de 1999, affichant une croissance de 0,7 % cette année et de 2,2 % en 2001. L'essentiel des gains originera de l'Ontario, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. Dans certains marchés, le volume de transactions sera limité par la rareté des nouvelles inscriptions.
- Le prix de vente moyen au pays progressera à un rythme rapide au cours des 24 prochains mois. Il devrait croître de 2,8 % cette année à 161 800 \$ et de 3,4 % en 2001 à 167 300 \$.
- La hausse des revenus des ménages grâce à l'amélioration du marché du travail et aux réductions d'impôts devrait neutraliser les effets de la hausse prévue des taux hypothécaires.
- D'ici la fin de 2001, la hausse du solde migratoire devrait aussi soutenir la demande de logement, alors que le niveau d'immigration actuel est bien en-dessous des objectifs gouvernementaux. ■

Mises en chantier au Canada

En milliers de logements



Source : Tendances logement SCHL

*Prévisions pour 1999, 2000 et 2001

La probabilité d'un resserrement du marché locatif augmente

La hausse du coût de construction des appartements risque de diminuer le rendement financier offert par le marché locatif et l'intérêt des promoteurs pour la mise en chantier de nouvelles unités.

- Au troisième trimestre de 1999, l'indice composite des prix de la construction d'immeubles d'appartement de Statistique Canada étaient en hausse de 1,8 % sur une base annuelle. Cet indice donne une indication des coûts dans sept grands centres urbains (voir tableau ci-contre).
- Ces indices sont établis à partir d'enquêtes menées auprès d'entrepreneurs généraux et de sous-traitants spécialisés et inclus les coûts des matériaux, de la main-d'oeuvre, d'équipement, des taxes, des frais généraux et les bénéfices. ■
- Ottawa et Toronto dont le taux d'inoccupation du parc locatif est inférieur à 1%, selon la dernière enquête de la SCHL, ont enregistré une hausse significative des coûts de construction. Vancouver mise à part, l'accélération de la hausse des coûts est généralisée.
- Ceci étant dit, dans la mesure où les promoteurs d'immeubles d'appartements locatifs visent un rendement financier d'entre 10 % à 15 %, égal à ce qu'ils peuvent obtenir en construisant des appartements en copropriété ou des maisons unifamiliales, deux scénarios se dessinent. D'une part, soit que l'on assistera à une hausse du prix des loyers lorsque la réglementation le permet et que le marché peut l'absorber ou soit d'autre part, que le niveau de construction demeurera faible et que par conséquent la pression sur le taux d'inoccupation s'accroîtra.

Indice des prix de la construction d'immeubles d'appartements

Régions métropolitaines	Variation annuelle (%)	
	3 ^{ème} trim. 1999	3 ^{ème} trim. 1998
Halifax	2.7	1.4
Montréal	2.0	1.3
Ottawa	2.6	1.6
Toronto	3.1	1.7
Calgary	2.8	2.6
Edmonton	2.5	2.1
Vancouver	1.1	1.6
Composite	1.8	1.5

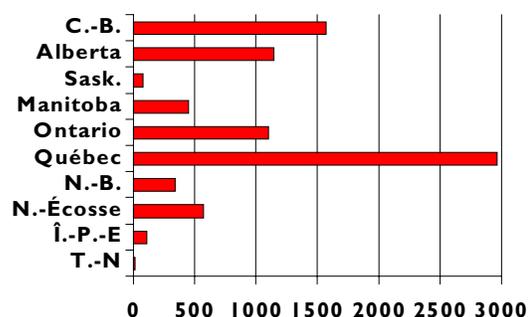
Sources : Tendances logement SCHL et Statistique Canada

C'est au Québec que l'on construit le plus de logements locatifs

De janvier à novembre 1999, seulement 8 % des mises en chantier urbaines au Canada étaient directement destinées au marché locatif. En 1989, cette proportion était de 22 %.

- En dépit d'une hausse du nombre d'unités mis en chantier en 1999, la construction de logements locatifs se marginalise. En fait, la construction de logements en copropriété est maintenant trois fois plus importante que la construction locative et domine en Ontario, au Québec, en Colombie-Britannique, en Alberta et même en Saskatchewan. Même si un bon nombre de logements en copropriété finissent par accueillir des locataires, il n'est pas étonnant de constater le recul ininterrompu du taux d'inoccupation locatif depuis 1996.
- Même s'ils sont loués, les logements dont la vocation officielle est la copropriété ne font pas partie de l'enquête sur les logements locatifs de la SCHL en raison des fréquents changements de statut dont ils font l'objet. ■

Mises en chantier de logements locatifs



Source : Tendances logement SCHL

*Janvier à novembre 1999

Matériaux de construction : pénuries ponctuelles et hausse des prix

Les carnets de commandes sont bien garnis. La forte demande pourrait convaincre les manufacturiers d'accroître leur capacité de production et permettre aux composantes usinées de faire une percée.

- La pénurie de matériaux de construction continue à l'échelle nord-américaine. Pourtant l'industrie des matériaux de construction hésite à accroître la capacité de production de ses installations par crainte de revivre les problèmes de surcapacité qu'avait entraîné l'effondrement du marché immobilier au début des années 1990. Aussi, à moyen terme, les consommateurs n'auront d'autres choix que d'absorber les hausses de prix des matériaux. Une éventuelle détente des prix grâce à l'entrée en production des nouvelles capacités, prendra plusieurs mois avant de se faire sentir.
- Pour les ménages qui touchent enfin les fruits de la croissance économique et qui achètent une maison neuve ou rénovent, la hausse des prix des matériaux laisse un goût amer. Mais si les entrepreneurs parviennent à atténuer la hausse des coûts des matériaux en substituant certains produits par d'autres moins coûteux, il est plus difficile de composer avec la rareté de main-d'oeuvre qualifiée qui est devenu une réalité dans plusieurs régions en Amérique.
- L'utilisation accrue de panneaux construits en usine pour réduire le temps et les coûts de construction fait l'objet d'une intense promotion de la part des manufacturiers canadiens sur le marché américain. Or, les consommateurs canadiens pourraient profiter davantage des innovations technologiques en matière de méthode de construction. L'opportunité est là.
- Les experts sont unanimes à prévoir une hausse des dépenses de rénovation en Amérique du Nord. Aux États-Unis et dans une moindre mesure au Canada, le croissant du revenu des ménages et la hausse des prix sur les marchés de l'habitation sont en train de redorer l'image de l'immobilier.
- Les mises en chantier au Canada devrait croître de plus de 5 % cette année alors que l'on s'attend à un recul de l'activité aux États-Unis. Toutefois, à plus de 1,5 millions d'unités mises en chantier aux É.-U. en 2000, le marché y demeure très robuste et la demande surpasse largement la capacité de production.

Prix des matériaux de construction aux É.-U.

Variation annuelle (%)	1998	1999*	2000*
Bois d'oeuvre	-7.7	5.5	3.0
Gypse	4.0	9.7	2.3
Ciment	3.0	2.0	2.6
Total matériaux de construction	-0.5	2.2	1.8

Source : Construction materials composite price index of the U.S. Department of Labor.

*Prévisions : Professional Builder

- La demande de matériaux de construction est aussi soutenue par le fait que les maisons sont de plus en plus grande et nécessitent plus de matériaux. En 1978, 2,2 millions d'unités ont été mises en chantier aux É.-U. d'une superficie moyenne de 1 755 pi², contre 1,6 million d'unités en 1998 d'une superficie moyenne de 2 150 pi². Ajouter à cela l'essor du secteur de la construction commerciale dans une économie en forte croissance et il n'est pas étonnant que l'on assiste à une demande record de matériaux de construction. ■

Construction neuve et rénovation résidentielle

	1998	1999p	2000p
Mises en chantier (millions d'unités)			
États-Unis*	1.622	1.666	1.536
Canada**	0.137	0.147	0.156
Rénovation Milliards de \$			
États-Unis (\$US)	119.5	126.7	128.4
Canada (\$Can)	22.5	23.7	25.0

Sources : Tendances logement SCHL et National Association of Home Builders (NAHB)

*Prévisions NAHB

**Prévisions SCHL

Le dynamisme des marchés accroît la pertinence des travaux de rénovation

L'écart canado-américain sur la récupération des dépenses en rénovation montre dans quelle mesure la vigueur des marchés de la revente influence la nature et le rendement des dépenses de rénovation.

- L'intérêt pour l'immobilier résidentiel au Canada augmente et à mesure que l'on enregistre une hausse des prix, la part des dépenses de rénovation récupérée lors de la revente s'accroît. Il s'agit d'une bonne nouvelle pour les rénovateurs, puisqu'il y a à peine trois ans, rénover sa propriété n'était pas l'investissement le plus rentable. Dans la plus part des marchés cela permettait tout juste de maintenir la valeur de sa propriété et d'accroître l'intérêt des acheteurs potentiels, sans oublier l'amélioration du confort des occupants.
- Mais comme le démontre les données américaines où le marché de l'habitation est en pleine effervescence, plus les marchés sont vigoureux, plus la récupération des sommes investies est grande.
- Sur la plupart des marchés canadiens, une bonne couche de peinture fraîche demeure toujours le meilleur investissement qu'un

vendeur peut faire, mais la rénovation de la cuisine, suivie par la salle de bain, se démarque des autres projets de rénovation par sa rentabilité et c'est encore plus vrai aux États-Unis. ■

Rentabilité des travaux de rénovation % des dépenses récupérées à la vente (1 an)

Type de travaux	Canada*	É.-U.**
Peinture intérieure	73	n.d.
Cuisine	72	76
Salle de bain	68	71
Peinture extérieure	65	n.d.
Salle de séjour	51	71
Portes et fenêtres	57	56

Note: les méthodes d'évaluation peuvent varier dans les 2 pays et limiter le pouvoir de comparaison.

Source : Tendances logement SCHL

* Institut canadien des évaluateurs 1999

** Remodeling Online Cost Value report 1999.

Les résidences pour aînés un marché prometteur en Ontario

La demande soutenue devrait entraîner une hausse des investissements dans ce créneau spécialisé.

- Selon la plus récente **Enquête annuelle sur les maisons de retraite et les établissements de soins de santé de longue durée en Ontario***, on estime qu'au moins 24 900 établissements de soins de santé pour les personnes retraitées du secteur privé supplémentaires seront requis d'ici 2011. Autrement dit, il faudra construire chaque mois deux établissements de soins de santé pour les personnes retraitées pouvant accommoder 85 personnes d'ici 2011. La demande de maisons de retraite était en hausse de 6,5 % en 1998 et a maintenu une augmentation moyenne de 6,1 % depuis 1986. En 1998 le taux d'occupation était de 88,6 %.
- Du côté du secteur public, la demande croissante dépasse la capacité du réseau. Les premières soumissions publiques pour de nouveaux lits depuis 1986 viennent d'être mises de l'avant. En 1986, on dénombrait 154 lits pour 1 000 personnes âgées de 75 ans ou plus. En 1998, ce nombre a été réduit à 94 lits seulement pour 1 000 aînés de 75 ans ou plus. Au total, le gouvernement avait promis 20 000 nouveaux lits avec la première soumission, dont 6 700 lits se sont matérialisés jusqu'à

présent selon le rapport. On évalue que 29 100 nouveaux lits seront requis d'ici 2011.

- On prévoit que la population d'aînés augmentera de façon remarquable d'ici 2011. L'âge moyen des résidents est supérieur à 81 ans et les établissements qui offrent des soins de santé gradués affichent des taux d'occupation élevés. ■

* Enquête menée par Care Planning Partners Inc., de mai à septembre 1998; taux de réponse de 69,8 %.

Logements pour personnes âgées selon le type en Ontario

	Unités	%
Centres de longue durée	57,542	36.3
Centres d'hébergement	49,000	30.9
Maisons de retraite	33,509	21.1
Centres de soins pour chroniques	9,532	6.0
Logements supervisés	9,000	5.7
TOTAL	158,583	

Sources : Tendances logement SCHL, Care Planning Partners Inc.

Taux hypothécaires : la hausse de l'emploi et des revenus compense

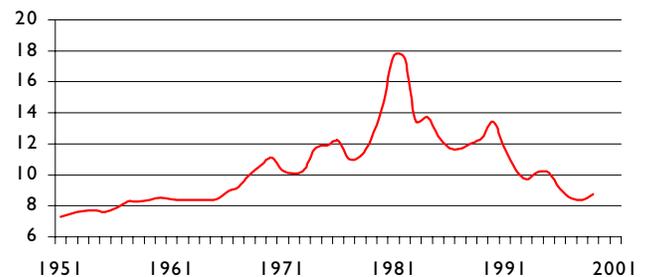
Les taux hypothécaires ont toujours été un acteur important du comportement des marchés de l'habitation. Mais les choses sont en train de changer et aussi longtemps que les taux hypothécaires demeureront relativement bas, ils ne joueront pas un rôle important.

- Les marchés immobiliers résidentiels ont affiché une meilleure performance en 1999 si l'on compare à 1998, malgré des taux hypothécaires plus élevés. Les mises en chantier et la revente de maisons ont progressé en 1999, illustrant ainsi le rôle important de la croissance de l'emploi et des revenus pour les marchés de l'habitation. Cependant, en décembre 1999, les taux hypothécaires d'un an et de cinq ans ont enregistré des augmentations de 1,15 et 1,65 du point de pourcentage par rapport à l'année dernière.
- Une analyse statistique des données historiques montre que, pour chaque augmentation soutenue d'un point de pourcentage des taux hypothécaires, les mises en chantier et les ventes de maisons peuvent diminuer de 5 à 6 %, ou de 8 000 et 20 000 logements respectivement durant les 3 à 12 mois suivants.
- Au cours des 3 dernières années, les marchés de

l'habitation ont réagi surtout à la croissance de l'emploi, à la migration et à la croissance des revenus disponibles. ■

Païement hypothécaire annuel*

En milliers de \$



Sources : Tendances logement SCHL et Banque du Canada
*Basé sur une hypothèque de 100 000 \$, amortie sur 25 ans, terme de 5 ans.

Prêts hypothécaires à 30 ans : populaires aux É.-U., mais très peu utilisés au Canada

Aux États-Unis, les ménages ont accès à des prêts hypothécaires à taux fixe de 30 ans à un taux plus bas que les emprunteurs canadiens qui choisissent un terme de 5 ans! Va-t-on assister au Canada au retour des prêts hypothécaires à échéance plus longue?

- Au Canada avant les années 1960, la plupart des prêts hypothécaires étaient fermés pour des périodes de 25 à 40 ans. Dans les années 1970 et 1980, les prêteurs sont devenus vulnérables en raison de la montée de l'inflation et des taux d'intérêt. Ils ont donc commencé à offrir des prêts hypothécaires à échéance plus courte. Aujourd'hui, les termes d'un an et de cinq ans sont la norme, tandis que ceux de sept ou dix ans sont peu utilisés. Des taux d'intérêt et hypothécaires bas et stables pourraient-ils signifier le retour des prêts hypothécaires à échéance plus longue?
- Aux É.-U., il est possible de bloquer les taux d'intérêt et le paiement hypothécaire mensuel pour la durée du prêt. Une échéance plus longue assure à l'emprunteur une tranquillité d'esprit, sachant que les taux d'intérêt et le paiement ne varieront pas au cours de la durée du prêt. De nos jours, les prêts hypothécaires à taux fixe à 30 ans sont les plus populaires et même plus avantageux que les prêts hypothécaires à taux variable à 5 ans. Quels facteurs expliquent cette popularité?
- En général, le taux d'intérêt nominal d'un titre d'emprunt telle une hypothèque représente un taux hors risque (ex. : les bons du Trésor) en plus d'une prime tenant compte de l'inflation prévue, du risque de défaut et de la liquidité du titre. Plusieurs emprunteurs préfèrent le long terme pour limiter leur risque de devoir rembourser dans des conditions défavorables. Par conséquent, les emprunteurs sont prêts à payer un taux plus élevé pour des capitaux à plus long terme. ■

Taux hypothécaires*

Canada	États-Unis	
5 ans	5 ans AMR**	30 ans
8.25	7.38	7.88

Sources: Tendances logement SCHL, Banque du Canada et CitiBank Corp.
*23 déc. 1999. **Ajustable mortgage rate.

Données sur le marché de l'habitation pour le mois courant

	1998	T2:99	T3:99	T4:99	M10:99	M11:99	M12:99
Mises en chantier, logements, milliers							
Canada, Total, toutes régions	137.4	147.3	147.2	152.7	147.6	155.0	155.4
%	-6.5	1.0	-0.1	3.7	-2.1	5.0	0.3
Canada, total, régions rurales	20.6	22.2	20.5	20.7	20.7	20.7	20.7
%	-13.3	-1.3	-7.7	1.0	1.0	0.0	0.0
Canada, total, régions urbaines	116.8	125.1	126.7	132.0	126.9	134.3	134.7
%	-5.2	0.7	1.3	4.2	-2.6	5.8	0.3
Canada, individuels, régions urbaines	68.3	72.8	74.8	75.3	72.1	73.8	80.0
%	-6.0	8.8	2.7	0.7	-5.1	2.4	8.4
Canada, collectifs, régions urbaines	48.5	52.3	51.9	56.7	54.8	60.5	54.7
%	-4.1	-8.7	-0.8	9.2	0.9	10.4	-9.6
Terre-Neuve, total, toutes régions	1.5	1.4	1.3	1.5	1.3	1.6	1.4
%	-14.5	-22.2	-7.1	15.4	8.3	23.1	-12.5
Île-du-Prince-Édouard, total, toutes régions	0.5	0.5	0.8	0.5	0.5	0.6	0.5
%	11.5	-37.5	60.0	-37.5	-16.7	20.0	-16.7
Nouvelle-Écosse, total, toutes régions	3.1	5.3	2.7	4.1	4.4	4.3	3.7
%	-17.7	12.8	-49.1	51.9	46.7	-2.3	-14.0
Nouveau-Brunswick, total, toutes régions	2.4	2.4	2.7	2.5	2.1	2.8	2.3
%	-9.4	-11.1	12.5	-7.4	-27.6	33.3	-17.9
Québec, total, toutes régions	23.1	23.8	25.9	26.5	27.3	25.9	26.2
%	-10.7	-3.3	8.8	2.3	-15.0	-5.1	1.2
Ontario, total, toutes régions	53.8	69.6	64.9	68.8	63.3	70.8	72.4
%	-0.4	7.4	-6.8	6.0	-1.6	11.8	2.3
Manitoba, total, toutes régions	2.9	3.2	3.2	2.9	3.7	2.5	2.6
%	10.8	-8.6	0.0	-9.4	37.0	-32.4	4.0
Saskatchewan, total, toutes régions	3.0	3.0	3.9	2.8	3.1	2.5	2.7
%	7.5	11.1	30.0	-28.2	-26.2	-19.4	8.0
Alberta, total, toutes régions	27.1	23.0	26.3	25.8	26.3	25.4	25.7
%	14.6	-1.7	14.3	-1.9	10.0	-3.4	1.2
Colombie-Britannique, total, toutes régions	19.9	15.1	15.5	17.5	15.8	18.8	18.1
%	-32.1	-10.7	2.6	12.9	-0.6	19.0	-3.7

SOURCE : SCHL.

Toutes les données sont désaisonnalisées à un taux annuel, celles du mois le plus récent sont préliminaires.

% : variation en pourcentage par rapport à la période précédente.

Principaux indicateurs du marché de l'habitation

	1998	T2:99	T3:99	T4:99	M10:99	M11:99	M12:99
Logements neufs							
Permis de construire, log., milliers	148.6	155.3	159.7	n.d.	174.4	n.d.	n.d.
%	2.1	-1.3	2.9	n.d.	16.0	n.d.	n.d.
Achevés inoccupés, indiv. et jum., rég. urb.	6.8	6.5	6.4	6.3	6.4	6.3	6.3
%	6.8	-4.2	-1.8	-2.6	-1.0	-1.4	-0.2
Achevés inocc., en bande et app., rég. urb.	7.8	7.4	7.6	7.4	7.4	7.7	7.4
%	12.1	-4.0	2.0	-2.7	-2.4	4.0	-4.1
Indice des prix, 1992 = 100	100.1	100.6	101.1	n.d.	101.6	n.d.	n.d.
%	0.0	0.2	0.5	n.d.	0.2	n.d.	n.d.
Logements existants							
Reventes S.I.A., logements, milliers	314.2	354.5	346.9	n.d.	322.2	328.9	n.d.
%	-2.1	13.4	-2.1	n.d.	-6.2	2.1	n.d.
Prix de revente moyen S.I.A., milliers \$	152.4	156.9	158.6	n.d.	161.2	161.8	n.d.
%	-1.5	2.1	1.0	n.d.	1.8	0.4	n.d.
Marché hypothécaire							
Taux hypothécaire de 1 an, %*	6.5	6.5	7.0	7.3	7.3	7.3	7.3
Taux hypothécaire de 5 ans, %*	6.9	7.3	7.8	8.3	8.3	8.3	8.3
Investissement résidentiel **							
Total, milliards \$1992	41.5	44.1	44.3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
%	-1.9	3.3	0.6	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Logements neufs, milliards \$1992	20.7	21.9	22.3	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
%	-3.5	2.4	1.8	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Améliorations et modif., milliards \$1992	13.6	14.3	14.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
%	2.5	1.0	-1.7	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Commissions immob., milliards \$1992	7.2	7.9	8.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
%	-5.1	10.5	1.5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Déflateur, 1992 = 100	108.3	111.4	111.2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
%	1.6	1.0	-0.2	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Matériaux de construction							
Indice du coût total des matériaux, 1992=100	124.5	131.7	135.0	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
%	-0.4	3.3	2.5	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.

SOURCES : SCHL, Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immeuble.

% : Variation en pourcentage par rapport à la période précédente

n.d. : Données non disponibles

* Tous les indicateurs sont désaisonnalisés, sauf les taux hypothécaires de 1 an et de 5 ans

** Les investissements du secteur résidentiel comprennent les dépenses pour les nouveaux logements permanents, les coûts de transformation, les coûts de modification et d'amélioration, les coûts supplémentaires et les commissions immobilières.